

Les politiques sociales après le 'Printemps arabe'

Les 27 et 28 juin derniers s'est tenu à Barcelone le Forum Euromed, une rencontre annuelle organisée par l'Institut européen de la Méditerranée, sous : « Inclusion sociale après le Printemps arabe : des politiques aux politiques » au cours duquel les participants ont abordé les réformes sociales et du marché du travail qui doivent être encouragées dans la région méditerranéenne. Les gouvernements doivent faire face à d'énormes défis économiques et sociaux. La situation est différente d'un pays à l'autre, mais tous reconnaissent l'urgence de mettre en place des réformes macroéconomiques. Les gouvernements et les institutions financières internationales tentent de parvenir à un consensus sur les conditions d'octroi d'aides financières, afin de garantir une stabilité économique et de jeter les bases d'une croissance durable et inclusive.

Cependant, l'agenda politique donne la priorité à la stabilité économique, plutôt qu'à la promotion des réformes. Il sera donc primordial de maintenir la perspective à moyen et à long terme. En fait, la pression exercée par les différents partenaires sociaux augmente, tout comme les demandes croissantes d'opportunités d'emplois, de meilleures conditions de vie et d'accès universel aux services sociaux de qualité. C'est la réponse à l'énorme fossé creusé en matière de revenus, à une prise de conscience accrue de l'injustice sociale et à l'ampleur de la corruption après des décennies de croissance non inclusive et d'absence de libertés. Ce à quoi il faut ajouter la hausse du chômage et le ralentissement de la croissance dus à l'incertitude politique.

Ainsi, mis à part les changements constitutionnels, les gouvernements doivent harmoniser les profondes transformations sociales en cours, les demandes constantes de transparence dans la gestion publique et la réforme de l'État-providence. C'est pourquoi le moment est venu d'engager un dialogue sur la protection sociale, la réforme du marché du travail et les politiques nécessaires, afin de venir à bout de la corruption et de promouvoir la transparence.

Moderniser les systèmes économiques

La région de la Méditerranée vit des moments difficiles : le contexte économique international pèse sur les incertitudes politiques nationales et régionales. Les pays arabes exigent une profonde modernisation de leurs systèmes économiques pour garantir aux générations futures l'accès à l'emploi et à la croissance. Dans ce contexte, les politiques destinées à éliminer la pauvreté et à promouvoir la cohésion sociale peuvent parvenir à une plus grande stabilité politique et à une indépendance économique, compte tenu du fait que les deux piliers pour surmonter la crise sont un capital humain compétent et un faible risque politique.

Cependant, le potentiel économique de la région stagne encore à cause d'une gestion politique inadéquate et du désengagement des classes dirigeantes des problèmes réels de leurs sociétés. Par ailleurs, les inégalités territoriales

devraient être traitées dans la logique d'un développement territorial équilibré et d'une gestion durable des ressources. Un autre aspect analysé a été celui du rôle des syndicats qui doivent récupérer la confiance de la population après des années de soumission au gouvernement. Par ailleurs, il y a aussi un problème d'ordre structurel : l'existence de nombreuses associations et de syndicats, plus ou moins indépendants, peut entraîner un manque de représentativité et de capacité et, dans certains cas, ils continuent d'être menacés. Le dialogue indispensable entre les syndicats, les entrepreneurs, les associations, l'État et les organisations de la société civile n'a toujours pas pu être établi. Les organisations syndicales devraient jeter des ponts et nouer des partenariats non seulement avec les acteurs impliqués dans le processus de transition, mais aussi avec leurs homologues européens et internationaux. Les syndicats seront dépassés s'ils ne sont pas en mesure de changer de discours pour atteindre davantage de segments de la population, spécialement les femmes, les jeunes et les chômeurs. L'un des défis majeurs est celui du chômage des jeunes, mais aussi celui du déficit structurel d'un système économique victime durant des années de politiques inefficaces et de systèmes de gouvernance précaires. La création d'emploi d'investir l'éducation d'un rôle capital. Améliorer les compétences est indispensable pour les travailleurs et les entrepreneurs, afin que l'économie soit plus compétitive. Par ailleurs, l'absence de méritocratie limite le développement, il faut donc appliquer des lois sur la transparence, l'intégrité et l'égalité de chances. Pour ce faire, il est nécessaire de mettre en œuvre des politiques de lutte contre la corruption et de bonne gouvernance pour créer une nouvelle culture de la transparence et pour renforcer la responsabilité et l'imputabilité dans le cadre d'une redéfinition des rapports entre l'État et les citoyens.

Les participants au Forum Euromed ont aussi signalé que la participation des citoyens à la prise de décisions donne des résultats positifs et ont souligné le rôle constructif des classes moyennes et les avantages d'un dialogue social, afin d'obtenir des politiques plus inclusives s'avérant plus efficaces pour affronter les demandes réelles de la population. L'inclusion sociale ne signifie pas seulement que l'État fournisse des services aux citoyens, mais cela implique aussi que la société civile fasse partie de ses revendications à l'État et collabore à l'élaboration de politiques. Dans ce contexte, l'intégration des femmes dans la vie politique serait un élément essentiel du processus démocratique. Le *Printemps arabe* a représenté pour les acteurs euroméditerranéens un nouvel élan pour affronter les réformes. Dans une perspective plus large, l'intégration économique régionale doit compter pour améliorer les synergies entre les initiatives régionales. Les réformes structurelles profondes, aussi bien économiques que sociales, sont des éléments clefs pour le développement de toute la région et une obligation vis-à-vis des générations futures. ■